



LA BANQUE MONDIALE  
IBRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE



Nouakchott @ 10 @ نواكشوط

## Forum de haut niveau sur le pastoralisme

Nouakchott, du 06 au 08 novembre 2024

### NOTE PROSPECTIVE

Quelles perspectives d'évolution des contributions des systèmes d'élevage mobiles à l'économie régionale et aux chaînes de valeur de l'élevage en Afrique de l'Ouest ?





# Table des matières

Avant-propos .....	4
<b>1. Mutations économiques et commerciales en cours en Afrique de l'Ouest et au Sahel .....</b>	<b>5</b>
<b>2. Scenarii d'évolution à l'horizon 2040 .....</b>	<b>13</b>
<b>3. Conclusions et recommandations .....</b>	<b>15</b>
Bibliographie.....	16

# Quelles perspectives d'évolution des contributions des systèmes d'élevage mobiles à l'économie régionale et aux chaînes de valeur de l'élevage en Afrique de l'Ouest ?

La présente note est une synthèse de la note thématique de réflexion, réalisée dans le cadre du PEPISAO, dont l'objectif est d'esquisser une analyse prospective des fonctions économiques dont sont crédités les systèmes d'élevage mobiles en Afrique de l'Ouest, en prenant en compte les grandes tendances d'évolution de la région qui dépendent de facteurs démographiques, économiques, écologiques, socio-politiques ou socio-culturels. Il s'agit en particulier de discuter des contributions actuelles et futures des systèmes d'élevage mobiles à l'économie régionale et aux chaînes de valeur de l'élevage.



## LES MESSAGES-CLÉS :

- Depuis 30 ans, la demande en produit animaux a bondi, tirée par la croissance démographique, l'augmentation du niveau de vie et l'urbanisation. Ce dynamisme de la consommation en produits animaux a partiellement profité aux élevages mobiles en raison de leur forte implication dans l'approvisionnement des marchés locaux et régionaux en viande rouge.
- Aujourd'hui, l'élevage domestique, qui est dominé par les systèmes pastoraux et agropastoraux, fournit près de 99% des 6 millions de tonnes de viande rouge consommées dans la sous-région (FAO, 2020). Les circuits commerciaux en place ont permis d'approvisionner les grands centres urbains de la sous-région à partir des zones pastorales et agro-pastorales de l'intérieur.
- La rapidité des mutations a aussi fragilisé ce positionnement. L'ouverture des marchés régionaux a favorisé l'arrivée de nouveaux concurrents. Les importations de viandes blanches et d'abats, et surtout de produits laitiers, ont fragilisé la position stratégique des élevages mobiles sur ces marchés.
- De par la nature transfrontalière de ces flux, une grande partie des blocages se situent à un niveau régional. Il convient donc de discuter entre pays de la sous-région, et avec les pays voisins proches impliqués dans ces échanges, pour identifier des voies d'amélioration possibles.

# 1. Mutations économiques et commerciales en cours en Afrique de l'Ouest et au Sahel

## 1.1 Une place de l'élevage mobile toujours majeure dans l'économie des pays sahéliens



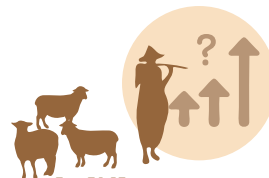
### Les 3 facteurs structurants : croissance démographique, pauvreté et aridité

L'environnement des filières pastorales ouest-africaines est marqué par trois facteurs structurants : la croissance démographique, la pauvreté relative des producteurs et des consommateurs, et la faiblesse de la pluviométrie.

De 1960 à 2017, la population humaine de la zone a été multipliée par 4,3 entraînant la création de centres urbains et générant un essor sans précédent de la commercialisation de produits animaux. Si cette croissance démographique garantit des débouchés pour les produits animaux, elle pose en revanche en amont de la filière le problème du partage des ressources.

L'état de pauvreté relative des populations ouest-africaines est le second facteur structurant. Le PIB par habitant est de l'ordre de 1 000 US\$ pour l'ensemble de la zone hors Nigéria. La faiblesse globale du pouvoir d'achat impose aux professionnels des filières de fournir aux consommateurs des produits animaux bon marché, tout au moins sur le marché des produits de grande consommation. Au niveau de la production, on constate un déficit chronique de trésorerie chez les éleveurs. Or, le développement de la production, notamment laitière, demande un minimum d'intensification et d'investissements.

La faible pluviométrie et l'importance de la saison sèche prévalent dans l'ensemble de la zone soudano-sahélienne, et en particulier dans les pays sahéliens. La saisonnalité de la pluviométrie oriente la majorité des producteurs vers des systèmes d'élevage mobiles, contraignants et risqués. La production laitière est de ce fait saisonnée et dispersée dans l'espace. Pour les éleveurs, la sauvegarde du bétail en fin de saison sèche et le lissage de la courbe de production de lait sur les 12 mois de l'année nécessitent l'utilisation coûteuse d'aliments concentrés ou de sous-produits agro-industriels, le stockage de fourrages naturels, ou la culture de plantes fourragères irriguées.



### Le secteur de l'élevage en chiffres

Le secteur de l'élevage contribue pour 10 à 15 % du PIB dans les pays sahéliens enclavés à faibles revenus dont les économies sont majoritairement tournées vers le secteur primaire. Pour les pays côtiers de la Côte d'Ivoire au Nigéria, la part de l'élevage dans les richesses produites est beaucoup plus faible : le secteur contribue pour moins de 5% du PIB. Cependant, en raison de la taille de son cheptel, le Nigéria demeure un pays très important du secteur élevage pour l'Afrique de l'Ouest.

D'un point de vue spatial, les gros troupeaux nationaux se rencontrent dans les zones sahéliennes. On note aussi une concentration de plus en plus importante dans les zones soudanaises agro-pastorales (zones cotonnières et arachidières).

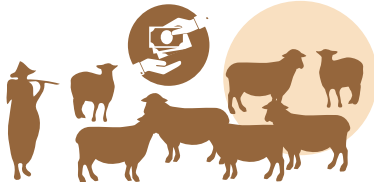
### La part de l'élevage mobile

En 2018, l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Tchad et la Mauritanie comptaient 77 millions de bovins, 163 millions de caprins, 104 millions d'ovins et plus de 3 millions de camélidés (FAOSTAT, 2020). Ces effectifs ont été réévalués à la hausse en 2019 (FAOSTAT, 2021). Ils sont en hausse permanente depuis les années 1980 (dernier épisode de grande sécheresse) avec un taux de croissance de l'ordre de 2 à 3 % par an. Si les pratiques de sédentarisation émergent, elles restent très minoritaires. Même si les données statistiques sont sujettes à caution, il est possible d'affirmer que l'élevage mobile de ruminants demeure largement dominant au Sahel et plus largement en Afrique de l'Ouest. Plusieurs dizaines de millions d'éleveurs et d'agro-éleveurs dépendent plus ou moins directement de ce type d'élevage et de ses revenus.

En outre le secteur de l'élevage en Afrique de l'Ouest repose principalement sur des échanges commerciaux de bétail entre les zones de production sahéliennes et les centres de consommation côtiers. L'élevage mobile fournit ainsi chaque année un nombre de l'ordre de 10 millions de têtes de bovins destinées à l'abattage.

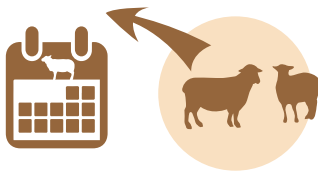
## 1.2 Le commerce régional de bétail : un pilier des échanges en Afrique de l'Ouest

Au cours des 50 dernières années, la production de viande de ruminants en Afrique de l'Ouest a plus que triplé pour atteindre 2 millions de tonnes. Aujourd'hui, c'est l'élevage local qui fournit 99% de la viande rouge consommée (FAO, 2020). Et les importations de viande rouge extra-africaines sont restées à un niveau très modéré (FAO, 2020). Les circuits commerciaux en place ont permis d'approvisionner les grands centres urbains de la sous-région à partir des zones pastorales et agro-pastorales de l'intérieur (Richard et al., 2019).



### Un marché régional quasi autosuffisant en dépit de la hausse de la consommation de viande

Au cours de ces trois dernières décennies, en l'absence de grandes sécheresses qui avaient décimé les troupeaux dans les années 1970 et 1980, les pasteurs et les agro-pasteurs, pratiquant l'élevage mobile, ont su répondre à la forte demande. Le déficit des pays côtiers continue d'être comblé par la production de pays sahéliens enclavés et les importations en provenance du marché international.



### Un marché régional toujours polarisé mais des circuits qui se complexifient

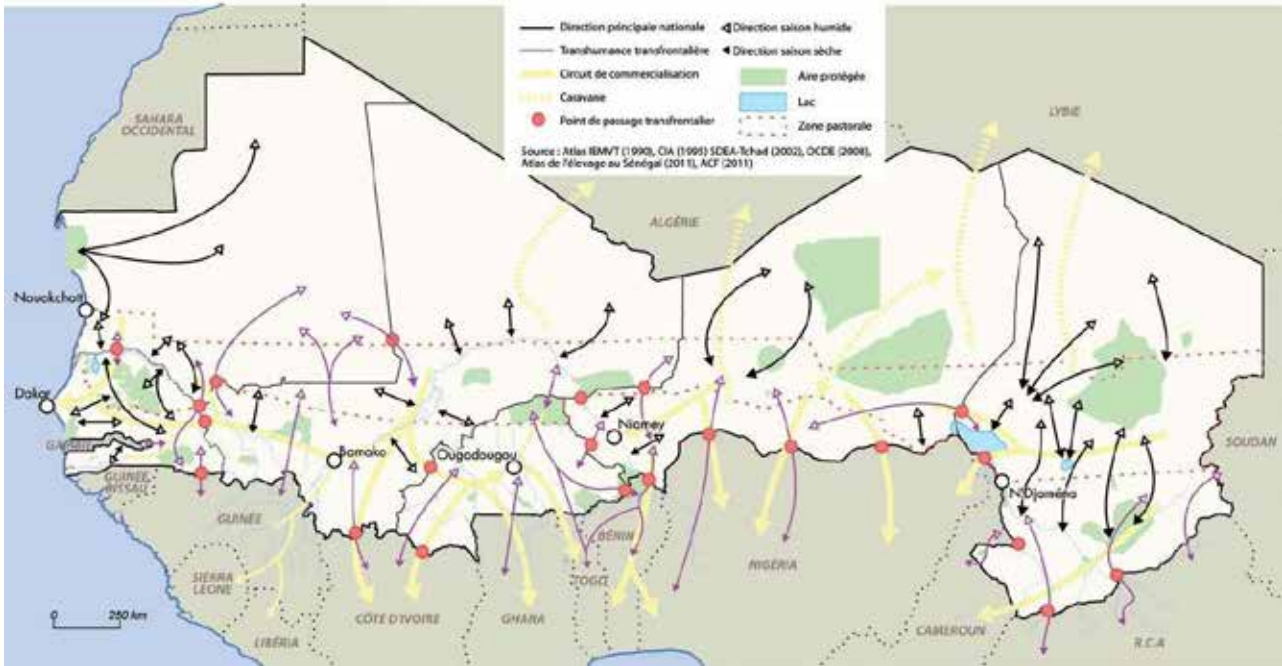
En Afrique de l'Ouest, l'exportation du bétail des pays sahéliens vers les pays du Golfe de Guinée est ancienne (Corniaux et al, 2012). Elle emprunte 3 principaux corridors (Guibert et al., 2009; Richard et al,

2019) ou « bassins d'échanges » (Kamuanga et al. 2008).

- (i) Le « couloir oriental » relie le Niger et le Tchad aux grandes métropoles du Bénin, du Togo, et, surtout, du Nigeria. Ce couloir est très lié aux importations d'Afrique Centrale, issues notamment du Cameroun, mais aussi du Soudan et de la RCA ;
- (ii) le « couloir central Ouest-Africain » relie le Burkina Faso et le Mali aux grands centres urbains du Ghana et de la Côte d'Ivoire ;
- (iii) le « couloir occidental » relie le Mali, la Mauritanie et l'intérieur du Sénégal et de la Guinée aux pays de la façade Ouest.

En réalité, la simplification à trois principaux « corridors » (ou « bassins d'échanges ») masque la complexité et la vitalité des circuits commerciaux. Les grandes pistes à bétail sont en effet maillées en un grand réseau modulable et adaptable aux différentes crises, contraintes et opportunités affectant le commerce du bétail. Si la position des grands marchés terminaux a peu évolué depuis des décennies, la mise en place de « nouveaux » marchés relais, notamment au nord des pays côtiers, donne de la souplesse aux échanges marchands régionaux du bétail. Ces « nouveaux » marchés relais s'appuient le plus souvent sur des marchés déjà existants dont le rôle est renforcé par des équipements nouveaux. De plus, les circuits commerciaux se confondent souvent avec les circuits de transhumance, dans les pays sahéliens et dans les zones frontalières (carte 1).

**Carte 1** : Des circuits commerciaux connectés aux circuits de transhumances (Touré, 2012)



### Des grands circuits qui s'adaptent

Le commerce du bétail pastoral et agropastoral se fait sur de très longues distances (plusieurs centaines de km) reliant les zones sahéliennes les plus enclavées aux capitales des pays côtiers. La commercialisation du bétail repose sur un réseau de marchés dispersés dans l'espace mais étroitement imbriqués entre eux. Leur niveau d'équipement varie selon leur positionnement dans le convoyage des animaux (carte 3). Les marchés équipés en quai d'embarquement fonctionnel sont stratégiques. Ces dernières années, plusieurs marchés transfrontaliers en ont été pourvus, ce qui donne plus de latitude aux commerçants pour les solutions de transport par camion. Ces nouveaux équipements marchands ou leur réhabilitation montrent les capacités d'adaptation de la filière bétail face au défi de convoyer toujours plus d'animaux alors que les risques ou les crises se sont multipliés ces dernières années. Les restrictions sur la mobilité, les changements climatiques (augmentation des chocs extrêmes), les crises économiques (fluctuations sur le taux de change entre les monnaies de la zone CEDEAO), les crises sanitaires (Ebola, Covid19), les crises politiques (coups d'état au Mali, au Burkina, en Côte d'Ivoire) et désormais la crise sécuritaire sont autant d'obstacles contraignants pour la filière. Pourtant elle reste opérationnelle et très performante par son dynamisme et sa capacité à trouver et à sécuriser de nouvelles voies de convoyage (carte 4).



### A pied, en camion ou en train ? De la viande ou des animaux vivants ? Le convoyage entre modernisme et traditions

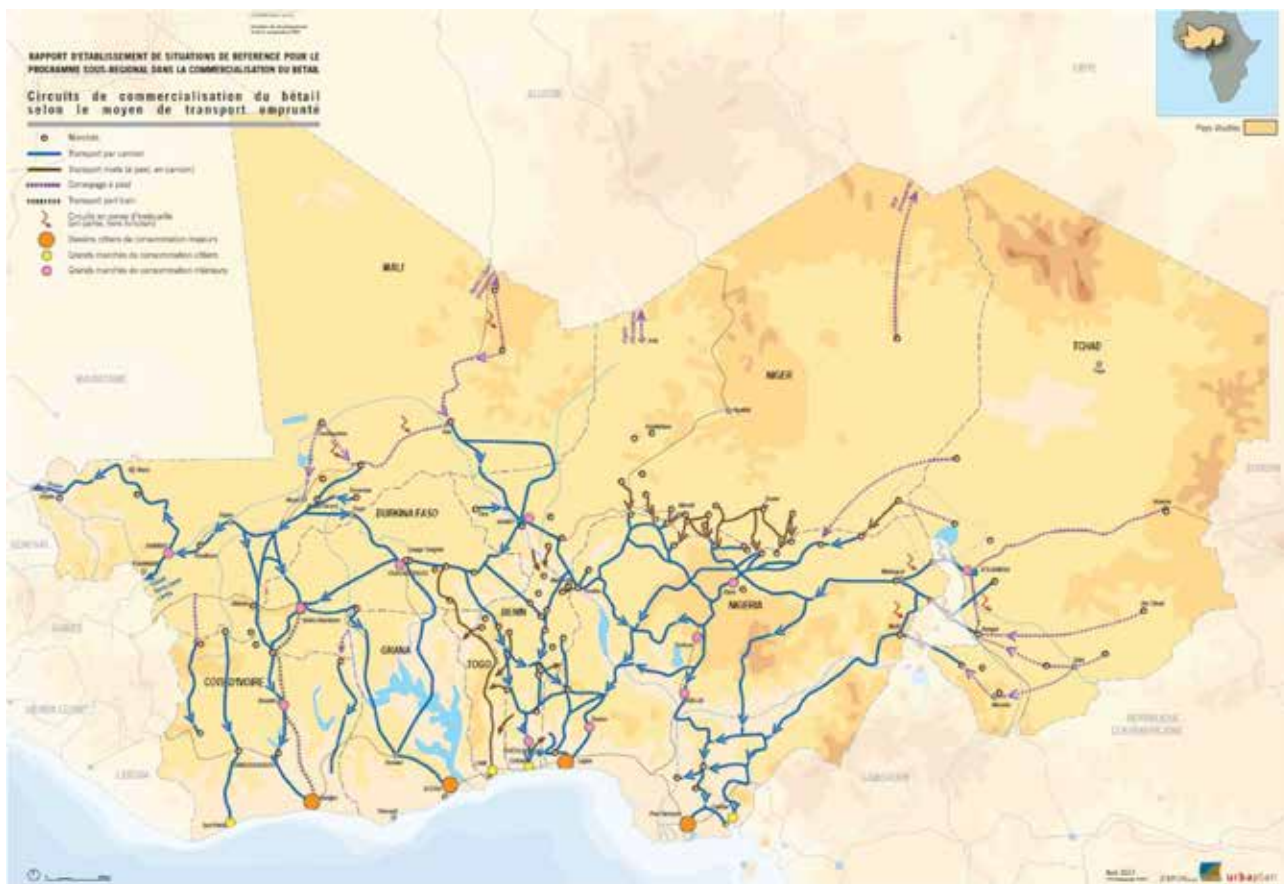
La problématique du convoyage des animaux ou de la viande est récurrente en Afrique de l'Ouest. Faut-il convoyer à pied, en camions ou en train ? Faut-il abattre dans les pays sahéliens et transporter de la viande dans les capitales côtières ?

Face à des conditions de mobilité de plus en plus contraignantes au fur et à mesure de la descente vers le sud, le convoyage à pied, mode traditionnel d'envoi de la viande bovine vers la Côte, est remis en question par les politiques qui lui opposent la rapidité du transport par camion des animaux vivants et, depuis quelques années, l'intérêt de revenir même à l'acheminement de viande par camions réfrigérés. Pourtant, en dépit des multiples entraves dont il doit s'accommoder, le convoyage à pied reste une pratique dynamique, parce que très efficace sur les plans zootechnique et économique (Corniaux et al, 2012). Privilégiant des lots d'animaux encore jeunes, ce type de convoyage leur permet en effet de compléter leur croissance et d'engraisser en chemin. Comme alternative, le transport en camions, plus rapide, est aujourd'hui largement privilégié (carte 5). Mais les capacités de transport par la route restent limitées par l'état des infrastructures (même constat pour le train) et la disponibilité réduite de camions. Il en ré-

sulte des coûts de transport élevés qui doivent aussi intégrer des frais additionnels liés aux tracasseries routières. En outre, le convoyage d'animaux des pays sahéliens vers les capitales côtières est généralement

un couplage entre les deux modes de transport, ce qui devrait en soi nuancer les discours des partisans des deux options.

**Carte 5** : Convoyage du bétail en Afrique de l'Ouest (Pacbaou, 2017)

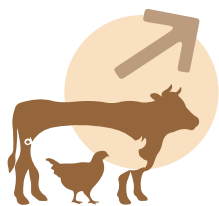


L'injonction de mettre en place des abattoirs frigorifiques dans les pays sahéliens est également controversée. A la création d'emplois spécialisés bien rémunérés, on objecte la disparition possible d'une multitude de petits métiers ; à l'ajout de valeur ajoutée dans les pays sahéliens, on objecte la perte de cette valeur ajoutée dans les abattoirs côtiers ainsi que le coût et le risque du transport dans des camions réfrigérés. Quoiqu'il en soit, il est aujourd'hui indéniable que la part du commerce de viande réfrigérée est infime comparée à celle du commerce d'animaux vivants.

L'attention portée à l'avenir par les institutions nationales et sous-régionales à la problématique du convoyage à pieds du bétail entre le Sahel et la Côte sera donc déterminante pour l'avenir de la compétitivité de la filière viande sahélienne dans un contexte de forte hausse de la demande urbaine, de faiblesse du pouvoir d'achat des consommateurs et de concurrence des autres sources de protéines animales (poisson, poulet, porc, viande rouge importée).



## 1.3 Un marché des produits animaux en hausse



### Un marché en croissance en dépit du faible pouvoir d'achat des ménages

La croissance démographique constitue un levier puissant des dynamiques de consommation observées en Afrique de l'Ouest (Cf 1.1.), notamment en zone urbaine (fig 2). La population urbaine est désormais majoritaire dans les pays côtiers. Le marché ouest-africain est ainsi dominé par une population relativement jeune et de plus en plus urbanisée. Par ailleurs, cette population dispose en moyenne d'un très faible pouvoir d'achat (Cf 1.1.). Mais cette situation est en train de changer ; on assiste dans la plupart des pays à une augmentation du pouvoir d'achat. D'un point de vue global, le PIB, c'est-à-dire la richesse créée par les économies ouest-africaines, a augmenté en moyenne de 5,1%/an entre 2000 et 2015. Les évolutions ont été très variables selon les pays, avec des écarts importants. Les produits animaux sont à haute valeur marchande. Leur consommation augmente avec le niveau de vie, et ceci dans presque tous les contextes (Delgado et al., 1999; Bricas et al., 2016). Mais de nombreux autres facteurs entrent aussi en jeu, qui sont liés aux cultures alimentaires locales, aux formes sociales de consommation, et à leurs évolutions dans un contexte de plus en plus urbanisé et ouvert sur les échanges internationaux.



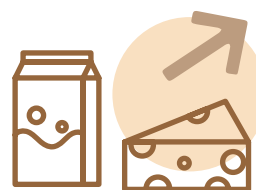
### Un marché de la viande en croissance, mais avec un recul de la part des viandes rouges

En cumulé, le disponible total<sup>5</sup> en viande en Afrique de l'Ouest est passé entre 1963 et 2013 de 2,2 à 9,6 millions de tonnes. Cet essor du marché des viandes

ouest-africain a reposé en grande partie sur la croissance démographique, mais aussi sur l'augmentation de la consommation par habitant.

La croissance de ce marché a surtout bénéficié aux viandes blanches, dont la consommation apparente est passée de 1,63 à 5,42 kg/habitant et par an. C'est notamment la viande de volaille qui a connu la plus grosse envolée.

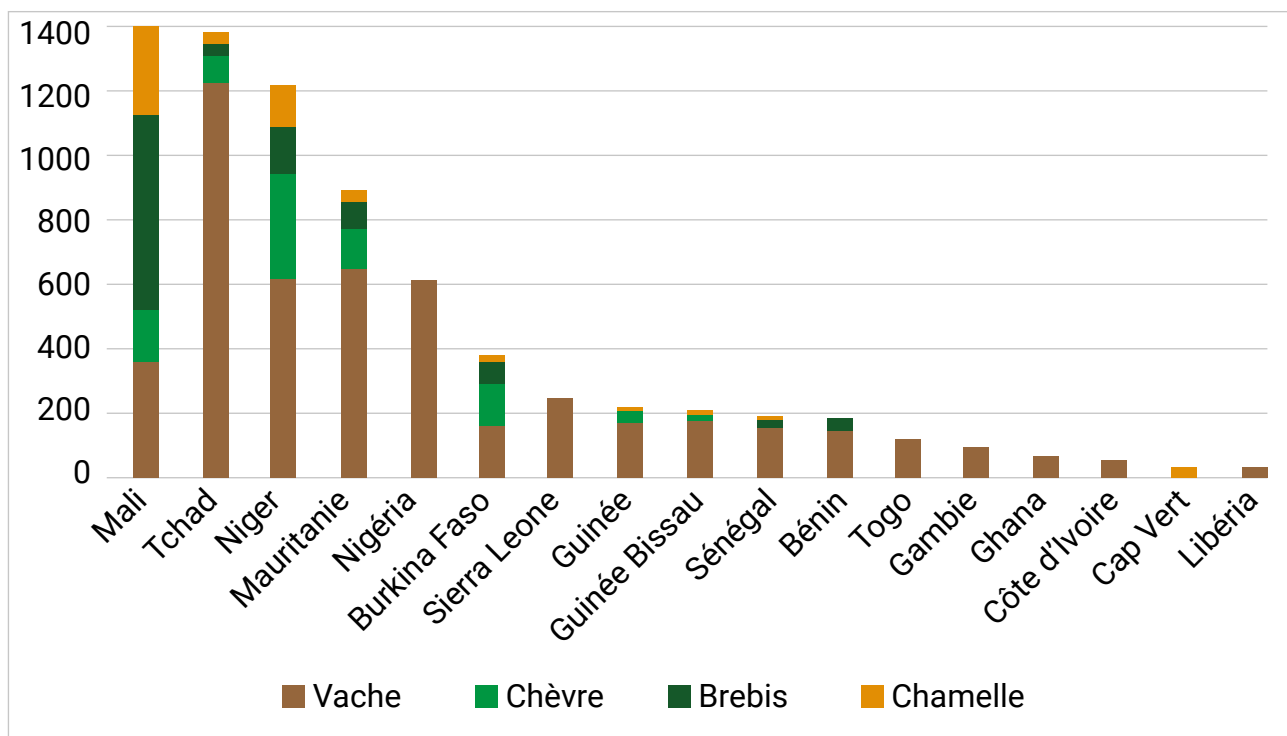
Au contraire, la part des viandes rouges a diminué. Bien sûr, le disponible total en viande de ruminants a augmenté, en lien avec l'augmentation rapide des cheptels. Ce disponible est passé de 2 à près de 6 millions de tonnes. Mais la consommation apparente par habitant a sensiblement diminué. Elle est passée de 8,3 kg/habitant/an à 6,8 kg/habitant/an au cours des cinquante dernières années. Alors qu'au début des années 1960, la viande de ruminants comptait pour 67% du disponible en viande en Afrique de l'Ouest, elle ne contribuait plus en 2013 que pour 49% du total. Bien sûr, ces chiffres globaux cachent de grandes disparités entre pays (fig 3).



### Une consommation de produits laitiers en hausse mais une production pastorale et agropastorale faiblement connectée au marché

Compte-tenu de leurs effectifs animaux (toutes espèces confondues), il apparaît que le Mali, le Tchad, le Niger, la Mauritanie et le Nigéria sont potentiellement les plus grands producteurs de lait dans la zone (fig 4). Pour le lait de vache uniquement, ces pays produiraient de 300 à 500 millions de litres de lait par an. Le Sénégal, la Guinée, le Burkina Faso et le Bénin sont dans une situation intermédiaire avec une production totale de lait comprise entre 150 et 200 millions de litres de lait de vache. Les autres pays produisent moins de 100 millions de litres par an. Les productions du Sierra Léone et de la Guinée Bissau semblent surestimées compte-tenu de leurs effectifs et des modes de conduite des vaches laitières.

**Figure 4 :** Production de lait trait en Afrique de l’Ouest et au Tchad en 2016 (en millions de litres)



Source : FAOSTAT 2018.

À l'échelle de la CEDEAO, la consommation totale de lait augmente mais la demande augmente plus vite que la production. Dès lors, la part des importations de produits laitiers augmente. En outre, ce sont d'abord ces importations, notamment de poudre de lait (cf 3.4.) qui entrent dans le circuit formel et marchand (Corniaux et al, 2018). Moins de 5 % du lait produit est collecté par les laiteries (tab 4). Ce chiffre est certes en hausse avec les efforts fournis depuis 20 ans dans la collecte du lait, en particulier dans les pays sahéliens (cf 4.2.). Mais le chemin est encore long pour prendre une place plus importante. La filière laitière est bien loin de l'autosuffisance de la filière viandes rouges.



### La concurrence des importations

À l'instar de la plupart des pays africains, les politiques d'intégration régionale et de libéralisation du commerce international ont encouragé la baisse des droits de douanes en zone CEDEAO. L'intégration économique au sein de grands ensembles régionaux a notamment abouti à l'élaboration de « Tarifs Extérieurs Communs » (TEC) prévoyant la convergence progressive entre pays des droits de douane. La CEDEAO a ainsi défini 5 catégories de produits dont les **tarifs douaniers à l'importation ont été fixés à des niveaux très bas, de manière à favoriser les échanges internationaux.**

**Ces politiques visent à favoriser les importations pour répondre à la demande urbaine.** Les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest illustrent cette tendance, comme par exemple la Côte d'Ivoire. En 2011, le pays

importait 83% de ses besoins en lait et produits laitiers, 58% en viande bovine, 32% en viande de petits ruminants et 46% en viande porcine. Les importations en viande avicole, elles, ont été ralenties depuis 2005 par des mesures de limitation des importations, afin d'accompagner l'émergence d'une filière locale. C'est aussi le cas pour **le Nigeria qui interdit l'importation de viande rouge extra-africaine ou non certifiée, mesure éminemment importante pour l'ensemble de la filière ouest-africaine compte-tenu du poids de ce pays dans les échanges.**

Le marché mondial offre aujourd'hui de nombreuses possibilités avec les marchés d'exportation d'Australie, d'Inde et des pays d'Amérique du Sud. C'est ainsi que les importations de viande de buffle (origine indienne) au Sénégal et plus largement les importations d'abats bovins ont progressé cette dernière décennie (Duteurtre in Richard 2019). Mais **la menace vient d'abord de la concurrence des viandes blanches importées** telles que le **poulet** dont le niveau de consommation continue d'augmenter, en raison notamment de prix bas et d'un réseau de distribution adapté (cf 2.2.).

Si les importations ne sont encore qu'une menace pour la filière viande rouge, elles sont une réalité qui impacte déjà la filière laitière. Tous les pays d'Afrique de l'Ouest sont déficitaires en lait et produits laitiers. Les importations sont en hausse dans tous les pays depuis des décennies et se sont accélérées au cours des années 2000. Elles ont surtout évolué vers une importation essentiellement de poudres de lait, et

plus particulièrement de poudre de lait écrémée ré-engraissée en matières grasses végétales (huile de palme généralement). Cette matière première bon marché s'est substituée à la poudre de lait entier et entre en concurrence directe avec le lait local issu majoritairement des élevages pastoraux et agro-pastoraux.

## 5. Les nouvelles formes de production et de commercialisation des produits pastoraux



### L'émergence de nouvelles formes d'élevage

Le défi est d'ampleur : satisfaire la hausse de la demande en produits animaux dans un contexte de réduction des parcours, de leurs ressources ou de leur accès. Une solution est l'importation de ces produits mais elle est bien entendu peu satisfaisante sur le plan économique (balance commerciale, autonomie) et sociale (emploi). Il faut donc **produire plus avec autant d'animaux, autrement dit intensifier les systèmes et les pratiques d'élevage.**

**Ainsi l'élevage mobile se sédentarise progressivement. Cette évolution est relativement lente. Elle est aussi ponctuelle.** Elle concerne les noyaux laitiers autour des laiteries, des centres urbains ou le long des axes routiers. Elle concerne également les ateliers d'embouche de bovins et d'ovins autour des villes, des abattoirs ou au moment de la Tabaski. Dans le système agro-pastoral, particulièrement dynamique ces 20 dernières années, la mobilité des troupeaux est également réduite et compensée par une intégration agriculture-élevage parfois remarquable.

Certaines évolutions sont plus radicales. L'émergence de fermes laitières spécialisées en zone périurbaine constitue le deuxième élément important des évolutions du secteur laitier en Afrique de l'Ouest. Il s'agit d'une dynamique relativement ancienne, mais qui s'est accélérée depuis une vingtaine d'années. Autour des capitales et à l'intérieur des quartiers urbains on assiste au développement d'élevages laitiers d'un type nouveau. Il s'agit essentiellement d'étables urbaines ou de fermes laitières. Les fermes laitières urbaines et périurbaines présentent des profils souvent très différents de ceux des exploitations agropastorales. Elles se caractérisent par une maîtrise des techniques de production modernes ou intensives. Ces producteurs utilisent en particulier, partiellement ou exclusivement, des vaches de races importées (Holstein,

Montbéliardes, Brunes des Alpes, etc.) ou métisses, nécessitant l'utilisation soutenue et coûteuse d'intrants alimentaires et vétérinaires. Ces éleveurs s'appuient sur des niveaux d'investissement beaucoup plus importants que ceux mobilisés par les exploitations agropastorales. Il s'agit souvent d'investisseurs d'origine urbaine que l'on qualifie aussi de « nouveaux éleveurs » : fonctionnaires, vétérinaires privés, commerçants, retraités (Duteurtre, 2007). Ces « nouveaux éleveurs » sont particulièrement ciblés par les programmes étatiques de promotion de l'intensification laitière ou, désormais, par les laiteries industrielles.

Les Etats sont aussi à l'écoute de l'option ranching. Si la formule reste possible ponctuellement, elle demeure difficile à envisager à grande échelle en tant que réponse unique aux besoins d'augmentation de l'offre en viande. L'expérience actuelle du Nigeria est en ce sens significative. En effet, le pays affiche une volonté de limitation du pâturage mobile afin de limiter les conflits éleveurs-agriculteurs. Le « Livestock Transformation Plan » prévoit notamment l'aménagement d'aires de pâturages réglementées. Certains Etats, comme l'Etat de Benue, situé dans le Sud du Nigeria, affichent même une politique assumée de promotion de ranchs et d'interdiction de l'élevage pastoral. Le ranching, conçu comme un espace clos et privatisé d'herbages, peut être implanté là où les conditions sont réunies (y compris en lien avec les systèmes d'embouche intensive), tout en se complétant avec l'élevage transhumant dont les apports restent essentiels pour les consommateurs finaux mais aussi pour les résidents des zones d'accueil (Thébaud et al, 2018). Sur les ranchs orientés vers la production, les vraies questions à se poser seraient donc ailleurs. **On peut certainement produire plus de viande sur un ranch, mais où, à quel prix et pour quels marchés ?** Espace disponible, charge animale admissible et nombre de têtes pouvant être mises en marché chaque année restent les éléments d'une équation toujours délicate à résoudre. Dans sa relation avec les éleveurs, le ranching doit aussi savoir doser adroitement entre des impératifs de rentabilité et une responsabilité sociale, en tant que facteur de développement vis-à-vis de l'élevage mobile (Thébaud et al, 2019).



## L'émergence de nouveaux transformateurs

**L'essor des mini laiteries en Afrique de l'Ouest**, notamment dans les pays sahéliens, est remarquable (carte 6). Elle montre comment l'élevage mobile a su s'adapter à de nouvelles opportunités marchandes. On dénombre aujourd'hui plusieurs centaines de mini laiteries, dont certaines utilisent du lait en poudre pour parer au déficit de production en saison sèche. Quoiqu'il en soit, les mini laiteries représentent une articulation solide entre systèmes traditionnels de production et marchés du lait. Les volumes collectés restent néanmoins modestes et ponctuels. L'option industrielle est sans doute plus prometteuse pour les années à venir.

Après de nombreux échecs de projets d'implantations d'usines laitières dans les années 1970 à 1990 (Duteurtre, 2013), les grandes laiteries ont aussi connu dans les années 2000 une nouvelle phase d'expansion. Elles se sont tout d'abord appuyées sur une matière première commode à stocker et à transformer et bon marché : le lait en poudre. Aujourd'hui, sur une centaine d'industriels recensés en Afrique de l'Ouest, environ 80 % utilisent exclusivement du lait en poudre. **Dans ce panorama des industries laitières, la place du lait local est relativement mineure. Aujourd'hui, sur une centaine d'entreprises dénombrées en Afrique de l'Ouest, seules une vingtaine collectent du lait localement.** Toutes utilisent du lait en poudre, à l'exception notable de la Laiterie de Fada N'Gourma (Burkina Faso) et des laiteries en Mauritanie. Depuis la fin des années 2000, la place du lait local tend néanmoins à se renforcer.

**Dans ce mouvement d'industrialisation, les abattoirs ne sont pas en reste.** Certes, leur implantation est ancienne, notamment dans les capitales. Mais les projets de réhabilitations ou de construction de nouvelles structures se sont enchaînés cette dernière décennie dans la quasi-totalité des pays ouest-africains. Ces projets visent à promouvoir des formes nouvelles d'exportation de viande vers les pays côtiers selon des standards industriels qui répondraient alors aux nouvelles normes imposées par certains pays importateurs. Même si ces nombreux projets d'abattoir n'ont pas tous abouti à des réalisations concrètes, ils rendent compte d'un véritable mouvement d'agrandissement et de modernisation des abattoirs, majoritairement publics. Or, ces projets publics s'accompagnent souvent de controverses sur les modalités de gestion et de rémunération des activités d'abattage, sur le coût des travaux et d'entretien de l'outil industriel, sur l'insertion de ces structures dans le foncier urbain, et au final, sur l'intérêt de ces structures coûteuses face à l'efficacité des circuits de convoyage des animaux

sur pieds déjà en place. Dans ce cadre, il convient de rester prudent sur les perspectives de « remplacement » des circuits de commercialisation du bétail sur pied par ces nouvelles chaînes de valeur industrielles.

Cependant, les expériences de privatisation des abattoirs, ou d'attribution de l'outil d'abattage à une entreprise privée dans le cadre d'un contrat d'exclusivité offrent des nouvelles perspectives de dynamisation de ces chaînes de valeur. Les réussites commerciales de l'abattoir de Kaye au Mali, ou de certains abattoirs d'Afrique de l'Est, sont des illustrations du potentiel offert par ces nouveaux « business models ».



## L'émergence de nouvelles formes de distribution

Parallèlement à cette tendance d'intensification des productions, de sédentarisation d'une partie des troupeaux, de multiplications des structures de transformation, d'industrialisation ou de modernisation de ces structures, le maillon « distribution » s'adapte lui aussi. Il accompagne d'ailleurs une demande urbaine toujours plus exigeante sur le plan sanitaire et sur les prix.

Les boucheries sortent ainsi progressivement de l'étal traditionnel des grands marchés africains. Si elles sont loin de toutes disposer d'une chambre froide, les équipements de découpe et de présentation de la viande répondent désormais à des standards internationaux, tout au moins dans les capitales.

Dans les capitales et certaines villes secondaires, le développement des supermarchés avec leurs rayons réfrigérés boucherie et produits laitiers est sans doute le plus intéressant à suivre dans les années à venir. Les volumes qui transitent par leur circuit a explosé. L'effet induit est à la fois une professionnalisation des filières, un respect de la chaîne du froid, le développement de nouveaux métiers (découpe dans les boucheries), et une concurrence exacerbée entre produits – ce qui tire vers le bas leur prix. En même temps, cette évolution pourrait rendre plus vulnérable les petites boucheries artisanales.

Enfin, le développement des fast-food et de la restauration rapide entraîne une hausse de la demande de viande hachée en concurrence avec le poulet. La **tentation d'importer cette viande bovine** est grande (importation de viande congelée), ce qui **fragilise la position stratégique des viandes locales.**

## 2. Scenarii d'évolution à l'horizon 2040

En Afrique de l'Ouest, l'élevage mobile est soumis à d'importantes tensions écologiques, économique et sociales qui justifient d'adopter une approche exploratoire, plutôt que de recourir à des « prédictions » hasardeuses. Il s'agit de s'appuyer sur des méthodes éprouvées du champ de la « prospective » pour explorer des futurs possibles, et éclairer les décisions stratégiques aux différentes échelles où se jouent l'avenir des systèmes d'élevage mobiles.

### **Scenario 1 :** **«LE PASTORALISME MALGRE TOUT»**

Ce scénario est le scénario le plus proches des tendances actuelles d'évolution. On observe un élevage mobile qui continue à profiter d'un marché segmenté pour des produits « pastoraux », mais qui voit ses parts de marché peu à peu grignotées. Les importations de lait en poudre et de viande sont favorisées par des politiques commerciales extraverties. Les investissements publics et privés en matière d'infrastructure de commercialisation sont limités. Les chaînes de valeur pastorales souffrent d'un déficit de matériels de collecte de lait, de marchés physiques, de centres de vaccination, de quais d'embarquement. Les éleveurs peinent à s'engager dans des démarches commerciales, et ne participent aux échanges marchands que de manière limitée.

La marginalisation des pasteurs est alimentée par ce manque d'opportunités économiques. En l'absence de systèmes de collecte de lait local, les éleveurs restent loin des centres urbains. Leur accès aux services de bases en matière de santé ou d'éducation reste très limité. Les consommateurs s'habituent à consommer des produits importés et éprouvent des difficultés pour accéder à des produits pastoraux qui gardent pourtant une forte valeur culturelle.

Cet élevage souffre par ailleurs de l'absence de mécanismes de gestion de la mobilité, et de résolution des conflits d'usage. Ces évolutions alimentent la persistance de tensions en zone rurale. Pour s'adapter aux conflits d'usage, les éleveurs sont contraints à des mobilités de grandes amplitudes et à des changements d'itinéraires. Ces nouveaux parcours les obligent à nouer de nouvelles alliances et, à défaut, génèrent de nouvelles tensions. Les agriculteurs sédentaires développent des mécanismes de protection contre ces mobilités pastorales qui limitent la portée des dispositifs de prévention et de règlement des conflits. On observe des replis identitaires au sein des communautés agricoles et pastorales qui ne facilitent pas l'émergence de projets territoriaux.

### **Scenario 2 :** **«LA TRANSHUMANCE APAISEE/FACILITEE»**

Ce scénario envisage un élevage mobile qui résiste. Grâce à des mécanismes de régulation locales et régionales des mobilités, l'élevage pastoral coexiste avec l'agriculture. Cette coexistence s'appuie sur des complémentarités locales entre activités agricoles et pastorales (valorisation des biomasses, gestion de la fumure). La sécurisation du pastoralisme sahélien contribue aussi à renforcer les complémentarités régionales entre pays producteurs et pays côtiers consommateurs.

Les produits issus de cet élevage profitent d'un marché segmenté. Les importations restent importantes mais les produits agro-pastoraux bénéficient de débouchés en raison d'une demande pour des produits de qualité. Les investissements publics et privés dans la collecte du lait, et dans les infrastructures de commerce de bétail favorisent cet engagement marchand. D'importants échanges économiques ont lieu entre les zones pastorales et les zones urbaines, grâce à des politiques de désenclavement et de construction de routes.

Ces politiques sécurisent la vie des pasteurs dans les zones pastorales et sur leurs territoires d'attache. Les zones pastorales et agro-pastorales sont très étroitement imbriquées à la faveur de mouvements saisonniers qui s'étendent le long de couloirs balisés et réglementés. L'accueil des troupeaux en zone agricole juste après les récoltes est favorable à des échanges économiques entre éleveurs et agriculteurs, et à des échanges de biomasse. Les mouvements de transhumance transfrontaliers bénéficient d'un cadre réglementaire adapté, et de nombreux dispositifs de gestion de ces mobilités et de prévention des conflits.

### Scenario 3 : «L'AGRO-PASTORALISME RENOVE»

Dans ce scénario, un changement d'orientation des politiques publiques accompagne l'élevage pastoral et agro-pastoral vers une intensification des élevages et leur intégration aux chaînes de valeur. On assiste au développement des ateliers d'embouche, de la production laitière périurbaine (noyaux laitiers) grâce au développement de mécanismes innovants d'investissement et de mesures de politiques publiques orientées vers la préférence des produits locaux par les consommateurs. Ces dynamiques s'appuient sur le développement de nouveaux marchés permis par des abattoirs privés, des systèmes de collecte reliés aux industries, des politiques favorables aux produits locaux, une modernisation des abattoirs. Des technologies numériques permettent de mieux connecter les éleveurs aux marchés.

Ces évolutions conduisent à une recomposition des territoires agro-pastoraux dans lesquels l'élevage et l'agriculture sont de plus en plus imbriqués. Ces territoires humides accueillent de plus en plus d'animaux. Au nord, dans les zones pastorales, des programmes d'irrigation permettent de développer les cultures, et contribuent là aussi à l'intégration croissante des pratiques agricoles et d'élevage. Les espaces de parcours diminuent sous l'effet de la pression agricole, mais les agro-pasteurs et les agro-éleveurs cultivent des fourrages et apportent des aliments concentrés à leurs animaux. Les sous-produits de récoltes et les sous-produits agro-industriels contribuent à la mise au point de nouvelles rations. Certains éleveurs pratiquent des métissages afin d'obtenir des animaux plus productifs en lait ou de meilleure conformation bouchère.

### Scenario 4 : «UN AGRO-BUSINESS DE L'ELEVAGE»

L'élevage mobile disparaît ou devient marginal. Il est remplacé par d'autres formes d'élevages plutôt intensifs, localisés dans des Agropoles, dans des ranchs, ou dans des fermes laitières. Ces évolutions sont motivées par des conflits d'usages entre pasteurs et agriculteurs. La production pastorale et agro-pastorale diminue au profit d'autres formes d'élevage et de mise en marché. Ces nouveaux élevages sont mis en œuvre par de nouveaux acteurs de l'élevage, qui sont essentiellement des investisseurs privés et des projets étatiques. Ces systèmes intensifs sont plus productifs que les élevages pastoraux et agro-pastoraux, mais ils sont moins résilients face aux aléas climatiques, plus dépendants des approvisionnements en intrants commerciaux et ils souffrent des difficultés d'approvisionnement en jeunes à engraisser. Ces élevages souffrent des défaillances des politiques sanitaires et du recours croissant aux importations d'aliment bétail qui se traduisent par des variations fréquentes des prix des produits.

Les filières se réorganisent profondément sous l'effet de ces transformations. Le commerce des produits de l'élevage draine essentiellement les produits issus des zones périurbaines. L'essentiel de la viande et du lait est issu des élevages intensifs localisés dans des agropoles ou des ranchs privés. Les investisseurs se détournent des filières de commercialisation des produits pastoraux et créent leurs propres élevages. Les consommateurs constatent une augmentation des prix des produits pastoraux « typiques », qui sont de plus en plus difficiles à acquérir. Ils sont aussi victimes des variations de prix des produits dont la qualité tend à s'homogénéiser en raison des pratiques d'élevage intensives. Ces filières périurbaines génèrent enfin une pollution importante liée à la concentration des élevages.

Les pasteurs et les agro-pasteurs ne participent pas directement à la mise en place de ces nouveaux élevages. La déprise pastorale provoque une crise d'emploi rural dans les zones agro-pastorales et dans le commerce traditionnel des produits pastoraux. Cependant, les élevages intensifs génèrent un nouveau type de demande en fourrages, en jeunes animaux, ou en adultes reproducteurs. Une agriculture périphérique se développe autour des Agropoles ou autour des fermes intensives, qui nécessitent de la part des agro-pasteurs de réorienter leurs activités. Certains quittent le secteur et viennent s'installer en ville, à la recherche d'emplois. Ces migrants souffrent du chômage dans les grandes mégapoles. Ils contribuent au développement des bidonvilles. Les éleveurs qui sont restés en zone pastorale souffrent d'une marginalisation croissante. Le tissu social se délite à la fois en zones rurales et dans les villes.



### Scenario 5 : «VIVE LE POULET !!»

Ce scénario prévoit une disparition ou une marginalisation de l'élevage mobile. La viande rouge est remplacée par de la viande blanche issue des élevages monogastriques (poulet notamment) intensifs localisés dans des Agropoles et par du poisson produit dans des élevages aquacoles. Ces évolutions sont motivées par des conflits d'usages entre pasteurs et agriculteurs et par le choix de privilégier des produits bons marchés.

La consommation de viande rouge diminue au point de constituer un marché de niche. Les régimes ali-

mentaires évoluent avec une perte de savoir-faire sur la transformation et la consommation des produits pastoraux (viande et lait local). La consommation urbaine s'oriente vers des produits transformés et vers la restauration hors-foyer qui donne la part belle aux viandes blanches et notamment à la viande avicole. La distribution de viande ne se fait plus par les marchés, mais presque exclusivement par les boutiques qui commercialisent de la viande congelée.

Les communautés agro-pastorales traversent de graves crises qui conduisent à une instabilité politique accrue en dehors des Agropoles situées à proximité des grands centres urbains.

## 3. Conclusions et recommandations

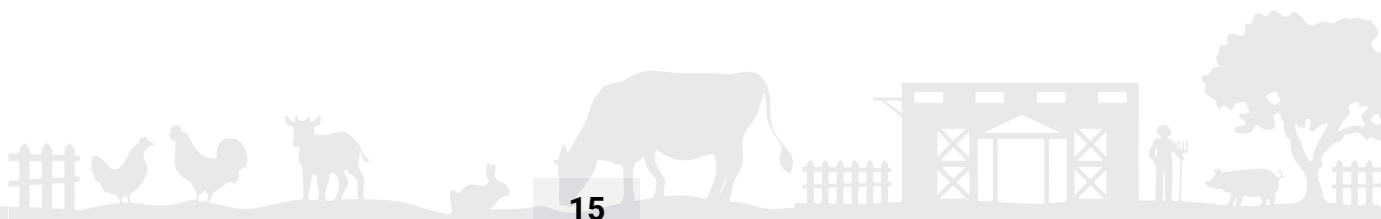
L'élevage mobile en Afrique de l'Ouest traverse de profondes mutations. Ces transformations touchent notamment à une réorganisation profonde des économies de la sous-région. Depuis 30 ans, la demande en produit animaux a bondi, tirée par la croissance démographique, l'augmentation du niveau de vie et l'urbanisation. Ce dynamisme de la consommation en produits animaux a partiellement profité aux élevages mobiles en raison de leur forte implication dans l'approvisionnement des marchés locaux et régionaux en viande rouge. Aujourd'hui, l'élevage domestique, qui est dominé par les systèmes pastoraux et agropastoraux, fournit près de 99% des 6 millions de tonnes de viande rouge consommées dans la sous-région (FAO, 2020). Les circuits commerciaux en place ont permis d'approvisionner les grands centres urbains de la sous-région à partir des zones pastorales et agro-pastorales de l'intérieur.

Cependant, la rapidité des mutations a aussi fragilisé ce positionnement. L'ouverture des marchés régionaux a favorisé l'arrivée de nouveaux concurrents. Les importations de viandes blanches et d'abats, et surtout de produits laitiers, ont fragilisé la position stratégique des élevages mobiles sur ces marchés. La part de la viande rouge dans la consommation totale de viandes est par exemple passée de 67% à 49% au cours des 50 dernières années. De nombreux obstacles restent à lever pour sécuriser ces flux commerciaux et renforcer la compétitivité de la viande rouge issue de l'élevage extensif, face à la concurrence des viandes blanches locales et importées. De par la nature transfrontalière de ces flux, une grande

partie des blocages se situent à un niveau régional. Il convient donc de discuter entre pays de la sous-région, et avec les pays voisins proches impliqués dans ces échanges, pour identifier des voies d'amélioration possibles.

L'exercice de prospective présenté ici permet de souligner les incertitudes importantes qui pèsent sur l'avenir des systèmes d'élevage mobiles en Afrique de l'Ouest. Plusieurs « futurs possibles » sont ébauchés. Ils impliquent des choix politiques radicalement différents qui méritent d'être discutés plus en profondeur. Certains de ces scénarios laissent entrevoir des situations de crises sociales et économiques dues à la marginalisation de l'élevage mobile face à l'émergence de nouveaux types d'élevage intensifs ou industriels. C'est le cas du scénario 1 « un pastoralisme malgré tout », du scénario 4 « Un agrobusiness de l'élevage » et du scénario 5 « Vive le poulet ».

D'autres scénarios anticipent un développement plus harmonieux des territoires ruraux où les élevages mobiles apparaissent complémentaires des activités agricoles, et capables de fournir des produits de qualité. C'est le cas du scénario 2 « une transhumance apaisée/facilitée » et du scénario 3 : « un agro-pastoralisme rénové ». Ces 2 scénarios impliquent que soient mises en place des politiques volontaristes d'appui à la gestion de la mobilité et au commerce des produits locaux.



# Bibliographie consultée

APESS, 2020. Note d'analyse des premiers impacts de la pandémie du COVID 19 sur les Exploitations Familiales Agropastorales membres de l'APESS. Avril 2020, 28 p.

Blein R., Beaujeu R., Bio Goura S., Mankor A., 2015. Initiative pour la Promotion du Commerce Bétail-Viandes en Afrique de l'Ouest et du Centre. Tome 1 : Analyse – diagnostic et propositions en faveur de la fluidification des échanges dans le Couloir central (Burkina Faso, Mali, Niger, Nigeria, Ghana, Côte d'Ivoire). Washington, Banque Mondiale, Coraf/Wecard, Cedeao, 105 p.

Blein R. et Tania Desir ; 2017. « L'Etat du commerce en Afrique de l'Ouest, marché et sécurité alimentaire », rapport d'étude pour Enda Tiers Monde, 85 pages.

Corniaux C., Duteurtre G., 2018 : « Etude relative à la formulation d'un programme régional de promotion des chaînes de valeur lait local au sein de la CEDEAO, de la Mauritanie et du Tchad », Etude réalisée par le CIRAD pour le compte du Hub Rural, Dakar, novembre 2018, 105 p. + annexes

Corniaux C., Thebaud B., Gautier D., 2012 : La mobilité commerciale du bétail entre le Sahel et les pays côtiers : l'avenir du convoi à pied. Nomadic People. Volume 16, Issue 2, 2012 : 6-25.

Cedeao, 2016 : « Programme d'investissement pour le développement de l'élevage et du pastoralisme dans les pays Côtiers (Pridec) : Composante régionale - Note de proposition détaillée » Document de travail soumis à la réunion du 28-30 septembre 2016 à Lomé, Heb Rural, RBM, Cedeao, 51 P ;

Coraf, 2014. Etude sur la transhumance transfrontalière et les conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest. 124 p.

Duteurtre G., Sembada P., Nguyen Mai Huong, 2018: Report of the workshop on "Foresight scenarios for the dairy sector in Indonesia: Past experiences and future challenges to design sustainable policies and strategies", Bogor, IPB International Convention Center, 4 December 2018, 22 p. + annexes

FAOSTAT, 2020 : web site of the database : <http://www.fao.org>

Godet, 2001 : « Manuel de prospective stratégique. Volume 1 : Une indiscipline intellectuelle, Volume 2 : l'art et la méthode », 2<sup>ème</sup> édition, Dunod, Paris.

Guibert B. Banzhaf M., Soule B.G., Balami D.H., Ide G., 2009 : « Étude régionale sur les contextes de la commercialisation du bétail : accès aux marchés et défis d'amélioration des conditions de vie des communautés pastorales. IRAM, SNV Afrique de l'Ouest et Centrale, 119 p.

Iram, 2020 : « Analyse des impacts sociaux, économiques et environnementaux des systèmes d'élevages mobiles en Afrique de l'ouest, des principaux facteurs de changement et des perspectives à long terme » (étude en cours dans le cadre du Pepisao)

Iram, Cirad, 2020. Les échanges de produits de l'élevage, moteur de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Note de cadrage ETP4, PRAPS, octobre 2020. 27 p.



Kamuanga M., Somda J., Sanon Y., Kagoné A., 2008 : « Elevage et marché régional au Sahel et en Afrique de l'Ouest : potentialités et défis », Cedeao, Ocde, Csao, 162 p.

OECD, 2020. The structure of livestock trade in West Africa. West African Papers, n° 29, Sept 2020.

Okike B., Williams T.O., Spycher B., Staal S., Baltenweck I., 2004. Lowering cross-border livestock transportation and handling costs in West Africa. ILRI, West Africa Livestock Marketing, brief 3.

PACBAO, 2017. Etablissement de situations de référence pour le programme d'appui à la commercialisation du bétail en Afrique de l'Ouest. Rapport final, Coop Suisse, Zoofor Consult / Gedes / Urbaplan, avril 2017. 95 p.

Richard, D., Alary, V., Corniaux, C., Duteurtre, G. Lhoste, P., 2019. Dynamiques pastorales et agropastorales en Afrique intertropicale. Quae, CTA, 250 p.

Rigourd, C., 2013. Pasteurs, khalifa, damin, commerçants, convoyeurs, bouchers et tanneurs : renforcer les capacités des acteurs de la filière bovine au Tchad. IRAM, JVL, Euro consultants.

Simpkin P., Cramer L., Ericksen P., Thornton P., 2020. Current situation and plausible scenarios for livestock management systems under climate change in Africa. Working paper n° 307, CGIAR, CCAFS. 70 p.

Smith O. B. Smith, Bedane B. (eds), 2017. Review of the livestock/meat and milk value chains and policy influencing them in West Africa. FAO, Rome, 122 p.

Swart R., Raskin P., Robinson JB., 2004: "The Problem of the Future: Sustainability Science and Scenario Analysis" *Global Environmental Change* 14(2):137-146. DOI: 10.1016/j.gloenvcha.2003.10.002

Tafforeau MJ N., Diane D., 2018. Essor des supermarchés en Afrique : risques et opportunités pour la production locale ?

Thébaud, B., Corniaux C., 2011. La commercialisation du bétail en Afrique de l'Ouest. Module d'animation et de formation. Ared, Dakar, Sénégal, 2011. 108 p.

Tondel F., 2019. Dynamiques régionales des filières d'élevage en Afrique de l'Ouest. Etude de cas centrée sur la Côte d'Ivoire dans le bassin commercial central. Ecdpm, Document de réflexion n° 241, fev 2019. 44 p.

Touré I. et al, 2012. Atlas des évolutions des systèmes pastoraux au Sahel 1970-2012. FAO / CIRAD, 2012. 34 p.

Wane A. et Rich K., 2019 : « Options de commercialisation des bovins et de la viande bovine sur le corridor Ouagadougou (Burkina Faso) – Accra (Ghana) », Ilri-Cirad, Praps, 91 p.

Wane A., Ouedraogo A.A., Sufyan S., Enahoro D., Touté I., 2019. Options de commercialisation des bovins et de la viande bovine sur le corridor Ouagadougou (Burkina Faso) – Accra (Ghana).

Pour plus de détail sur la bibliographie consultée et accéder à la note dans son intégralité :







